

**Ioulia SHUKAN**  
[ioulia.shukan@gmail.com](mailto:ioulia.shukan@gmail.com)

## Salon des thèses AFSP 2007

### **Crise et maintien au pouvoir: le personnel politique communiste en Ukraine et en Biélorussie (1989-1994)**

Thèse de doctorat de science politique soutenue publiquement le 3 octobre 2006, à l'IEP de Paris.

Composition du jury : **Dominique AREL**, Professeur à l'Université d'Ottawa ; **Dominique COLAS**, Professeur à l'IEP de Paris, directeur de thèse ; **Michel DOBRY**, Professeur à l'Université Paris I, président du jury ; **Georges MINK**, Directeur de recherche au CNRS, rapporteur ; **Yves SUREL**, Professeur à l'IEP de Grenoble, rapporteur.

#### Résumé :

Alors que les hauts dignitaires communistes en Europe de l'Est se sont vus retirer, à la suite des événements contestataires de 1989, le droit d'occuper de hautes fonctions politiques et économiques, leurs collègues en ex-URSS ont réussi, pour la plupart, à assurer la continuité de leurs carrières après l'effondrement du régime soviétique. A travers l'étude des trajectoires politiques (individuelles et collectives) des dirigeants ex-communistes dans deux républiques périphériques d'Union soviétique, l'Ukraine et la Biélorussie, cette thèse a pour objet de produire une analyse qualitative des mécanismes de préservation du pouvoir en ex-URSS. Elle s'attache ainsi à comprendre comment les représentants de ce personnel avaient pu reconstruire leur légitimité politique et obtenir une reconnaissance de leur compétence professionnelle dans ces deux républiques périphériques, alors qu'ils étaient pris dans un contexte de transformation profonde de l'ordre politique et de réélaboration radicale des ressources efficaces en politique et du modèle même de l'acteur politique dominant.

Se présentant comme une contribution à la sociologie du changement de régime en ex-URSS, cette thèse récuse l'analyse en termes de rupture radicale avec les acteurs dominants de l'ancien régime. Elle propose ainsi d'aborder le changement à travers les logiques de continuité, les mécanismes de reconversion de ressources et d'adaptation aux nouveaux contextes politiques. Se basant sur l'analyse des trajectoires individuelles des dirigeants ex-communistes à partir des entretiens biographiques, elle montre en même temps que la thèse de la continuité des élites communistes dans la vie politique des Etats post-soviétiques n'est valable que pour certains de leurs segments et que certains de ces acteurs ont connu une douloureuse expérience de perte d'emploi, de leur statut social et même de leur pension de retraite. S'inscrivant dans la perspective stratégique et accordant une attention particulière aux acteurs et à la dynamique de leurs mobilisations concurrentes autour de la production de nouvelles légitimités du postcommunisme, ce travail restitue enfin la part d'incertitude inhérente au maintien au pouvoir du personnel communiste. Loin de s'imposer naturellement, celui-ci s'est joué dans des échanges stratégiques avec les Fronts populaires, mouvements d'opposition au régime communiste.

Notre démonstration est construite de façon chronologique et s'articule en trois parties. La **première** partie de ce travail revient sur le contexte dans lequel se sont déployées les trajectoires des dirigeants communistes à la fin de l'URSS. Ce contexte est abordé dans cette thèse en termes de «conjoncture fluide» ou de crise de grande ampleur engendrée par la politique de perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev. Nous nous attachons ainsi à analyser les caractéristiques de cette crise et ses effets sur le personnel politique du point de vue des

républiques périphériques d'URSS. Nous montrons comment cette crise a participé de l'effacement des normes et des cadres de références routiniers, ainsi que des représentations objectivées des rôles, des positions, des institutions et du mode même d'organisation du pouvoir qui fondaient la réalité sociale en Union Soviétique. Nous examinons également la manière dont elle a contribué à l'enracinement du doute sur les principes de fonctionnement du système soviétique, sur l'efficacité du régime et sur la validité morale des dirigeants. Nous montrons enfin comment cette crise a entraîné le délitement des principales institutions de pouvoir, en donnant à leurs représentants la possibilité de développer des stratégies de distanciation avec le Parti communiste, et comment elle a contribué à l'effondrement des ententes entre les différentes catégories du personnel gouvernant concernant l'avenir du système soviétique. Ces profonds désaccords au sein de l'équipe dirigeante ont été au fondement même de la tentative avortée de coup d'Etat du 19 août 1991 qui a donné le coup de grâce au régime communiste agonisant. L'étude de cette tentative de putsch nous a permis de mettre en lumière la manière dont s'est joué en Ukraine et en Biélorussie (et non au centre comme la plupart des études le montre) le destin du Parti communiste et de ses dirigeants.

Le maintien au pouvoir est abordé, dans la **deuxième** partie de cette thèse, sous l'angle des stratégies identitaires, discursives et institutionnelles développées par les dirigeants communistes après l'éclatement de l'URSS. En accordant une attention particulière à la manière dont ces acteurs se définissaient après les événements d'août 1991 et à leur capacité à gérer la marque de communiste, devenue socialement infamante et tournant au stigmate discriminatoire, ce travail met en lumière les fondements de la nouvelle identité publique qu'ils se sont donnée. L'analyse du discours susceptible de rendre compte de ces nouvelles manières de se présenter constitue donc l'un des matériaux de cette thèse. Ce travail montre ainsi qu'après la disparition du régime communiste et de ses principes de légitimité, les registres de légitimation mobilisés par le personnel communiste reposaient principalement sur la récupération des valeurs défendues par les Fronts populaires à la fin des années 1980. La démocratie et l'indépendance ont fait l'objet d'une appropriation idéologique par les dirigeants communistes, précisément parce qu'elles leur ont permis de signifier une rupture décisive avec leur passé et signifier leur adhésion aux nouvelles règles du jeu.

Cette première approche du travail d'adaptation du personnel communiste par l'analyse des remaniements identitaires est conjuguée à l'étude de la redéfinition des ressources efficaces pour être en politique dans le contexte du postcommunisme. Cette thèse interroge la manière dont les connaissances, la capacité d'expertise et les expériences de travail acquises sous le régime communiste ont été définies et imposées comme principaux critères du professionnalisme et comme principe général de légitimité.

Ces deux approches sont enfin complétées par l'étude des confrontations stratégiques des premières années de la transformation postcommuniste autour de l'institutionnalisation du nouvel ordre politique, de ses règles et positions institutionnelles dominantes. Ce travail montre ainsi que les stratégies concurrentes des Fronts populaires et notamment leurs revendications d'élections parlementaires anticipées et de relève politique sont régulièrement tenues en échec par les dirigeants ex-communistes qui cherchent à conserver leurs positions d'autorité et leur maîtrise du processus constituant en cours dans les deux pays. En même temps, des coopérations avec certains responsables de l'opposition se réalisent en Ukraine et permettent leur entrée dans les structures du pouvoir. Les anciens opposants oeuvrent à la réalisation de l'indépendance, mais contribuent aussi à légitimer la validité politique et professionnelle de l'ancien personnel communiste. En Biélorussie, l'absence de coopération entre communistes et anti-communistes renforce la crise de légitimité de l'équipe dirigeante et crée des conditions favorables à la réalisation d'une stratégie populiste lors du scrutin présidentiel de 1994.

En opérant un passage du niveau macrosociologique de l'analyse au niveau microsociologique, la **troisième** partie de ce travail s'attache à retracer, à partir des entretiens biographiques, les trajectoires individuelles des anciens dirigeants communistes avant et après la chute de l'URSS. Elle est principalement consacrée à l'élaboration de parcours-type, c'est-à-dire de parcours dont les traits particuliers se répètent dans plusieurs trajectoires individuelles et qui constituent, à ce titre, des parcours typiques ou représentatifs. Cette démarche nous a permis de reconstituer le calendrier des positions occupées par les personnes interrogées pendant la période étudiée et d'identifier dans le parcours professionnel antérieur à l'effondrement du régime communiste les facteurs de continuité ou de rupture (position occupée en 1991, proximité des instances décisionnelles supérieures du Parti, et force discriminatoire de la marque communiste) dans les carrières politiques postcommunistes. Trois cas de figures typiques sont ainsi distingués.

Le premier cas concerne les cadres des appareils de l'Etat qui n'ont pas été affectés au plan professionnel par le changement de régime : les présidents des Soviets des députés ou encore les chefs des administrations de niveau régional ou local ont en effet pour la plupart préservé leurs postes malgré la disparition du Parti communiste qui a été au principe même de leur nomination. Le deuxième cas concerne les cadres du Parti communiste de niveau inférieur qui, tout en ayant connu l'expérience de perte d'emploi à la suite de l'interdiction du Parti, ont rencontré peu de difficultés à se réorienter professionnellement. Moins marqués politiquement que leurs collègues des échelons supérieurs, ces officiels en bas de la hiérarchie partisane ont pu profiter de la multiplication des postes politiques à pourvoir suite à l'accession de l'Ukraine et de la Biélorussie à l'indépendance et à la création de nouvelles institutions nationales. Le troisième cas de figure concerne les cadres communistes supérieurs (Comité central ou comités de région) pour lesquels les démarches de reclassement professionnel ont été particulièrement difficiles. Occupant en août 1991 les positions les plus en vue dans les instances supérieures du Parti, ils ont été les plus touchés par le discrédit et en ont pleinement subi les effets discriminatoires.

La refondation du Parti communiste est enfin étudiée dans cette troisième partie de la thèse à partir de la nouvelle situation professionnelle des anciens responsables du Parti et de leur anticipation du futur. Cette démarche nous a permis de montrer que malgré les affirmations de nos interlocuteurs, ce ne sont pas uniquement des considérations d'ordre idéologique et moral (fidélité au Parti, droiture morale, sens du devoir, sentiment de combattre l'injustice) qui les ont poussés à agir collectivement pour refonder le Parti. L'insatisfaction éprouvée au regard de leur nouvelle situation professionnelle, les évaluations pessimistes de leurs chances de trouver une position professionnelle à la hauteur de leur ancien statut social et surtout l'attente de retombées positives de leur action dans le futur apparaissent comme autant de mobiles au principe de cette mobilisation. Le rôle d'acteur politique majeur que le nouveau Parti communiste a joué en Ukraine dans les années 1990 et les postes parlementaires auxquels ses représentants ont pu accéder confirme l'importance de ces motivations.